Valentine ZUBER, *L'origine religieuse des droits de l'homme. Le christianisme face aux libertés modernes (XVIII^e-XXI^e siècle)*

Genève, Labor et Fides, 2017

Philippe Ségur

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rdr/356>

DOI : 10.4000/rdr.356

ISSN : 2534-7462

Éditeur

Presses universitaires de Strasbourg

Édition imprimée

Date de publication : 6 novembre 2018

Pagination : 180-181

ISBN : 979-10-344-0023-2

ISSN : 2493-8637

Référence électronique

Philippe Ségur, « Valentine ZUBER, *L'origine religieuse des droits de l'homme. Le christianisme face aux libertés modernes (XVIII^e-XXI^e siècle)* », *Revue du droit des religions* [En ligne], 6 | 2018, mis en ligne le 25 novembre 2019, consulté le 19 novembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rdr/356> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rdr.356>

Ce document a été généré automatiquement le 19 novembre 2020.

La *revue du droit des religions* est mise à disposition selon les termes de la Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International - CC BY-NC 4.0.

Valentine ZUBER, *L'origine religieuse des droits de l'homme. Le christianisme face aux libertés modernes (XVIII^e-XXI^e siècle)*

Genève, Labor et Fides, 2017

Philippe Ségur

RÉFÉRENCE

Valentine ZUBER, *L'origine religieuse des droits de l'homme. Le christianisme face aux libertés modernes (XVIII^e-XXI^e siècle)*, Genève, Labor et Fides, 2017 (Histoire), 379 p.

- 1 Cet ouvrage érudit et passionnant se propose de retracer une histoire des sources idéologiques et des lectures religieuses de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen (DDHC) de la Révolution jusqu'à nos jours. À travers trois études, la première portant sur les discussions relatives à la liberté religieuse pendant la Révolution, la deuxième sur les origines intellectuelles des idéaux de 1789, la troisième sur l'interprétation des droits de l'homme par les Églises chrétiennes depuis lors, Valentine Zuber s'inscrit dans la perspective d'une histoire du protestantisme, de ses apports et de ses influences sur la pensée juridique française. Revenant sur les débats houleux qui ont prévalu à la rédaction de l'article 10 de la DDHC, elle rappelle que si celui-ci néglige la liberté de culte sans pour autant instaurer une religion d'État, c'est au profit d'une liberté de conscience qui, de manière inédite en Europe, ouvrait la citoyenneté aux protestants et aux juifs. Un tel compromis marquait le triomphe de la conception positiviste et volontariste des droits sur le jusnaturalisme chrétien qui plaçait l'Église catholique en position prééminente. Au-delà même de la sensibilité de la bourgeoisie réformée aux idéaux révolutionnaires, des auteurs protestants comme Antoine Court de Gébelin ou Rabaut Saint-Étienne exercèrent une influence notable en

ce sens, tandis qu'une partie du clergé catholique, révolutionnaire et patriote s'attachait à voir dans les droits une nouvelle manifestation de la volonté divine tirée des Écritures. Ce clergé, il est vrai, était très divisé et la question de la mention des devoirs des individus pour « limiter raisonnablement les exigences naturellement démesurées des hommes en matière de droits » (p. 37) fut un point déterminant de discordance entre les promoteurs d'une révolution religieuse par la voie d'une Église constitutionnelle et les tenants d'une conception hiérarchique de la religion fidèle à l'Église romaine.

- 2 Au-delà de cette analyse particulière, l'un des apports majeurs de l'ouvrage est de revenir sur la source protestante et anglo-saxonne du mouvement d'émancipation révolutionnaire telle que l'ont identifiée les historiographies romantique (Charles de Villers, Germaine de Staël, Benjamin Constant), positiviste (Edgard Quinet, François Guizot, Alexis de Tocqueville) ou réactionnaire (Joseph de Maistre, Louis de Bonald). L'auteur consacre des développements très éclairants à une synthèse des travaux classiques et modernes sur cette thèse communément admise dès le XIX^e siècle. Malgré son succès, cette dernière devait pourtant heurter l'apologétique républicaine française comme l'atteste, en 1902, la célèbre controverse entre Émile Boutmy et Georg Jellinek qui fait ici l'objet d'une analyse approfondie. Après avoir mentionné l'avertissement de Marcel Gauchet relatif à « la fastidieuse fiction de l'engendrement des textes par les textes » (p. 129), Valentine Zuber reprend, avec une extrême prudence et sans parti pris, les recherches récentes de Christine Fauré sur l'absence d'influence directe de la Déclaration américaine sur la DDHC comme celles de Roseline Letteron qui défend l'idée contraire d'une influence modérée. Dans une dernière partie, l'auteur revient sur le mythe d'une filiation protestante des droits pour montrer combien les Églises réformées s'en sont elles-mêmes détachées au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, alors que l'Église catholique accomplissait un chemin inverse qui devait la mener du rejet à la réconciliation.
- 3 Par sa richesse comme par sa clarté, cet ouvrage sera d'un profit certain pour le lecteur intéressé à la généalogie de la pensée juridique moderne. On observera cependant que le choix d'un examen exclusif des sources protestantes tend à occulter ce que les idées révolutionnaires doivent aussi à une Église catholique complexe et contradictoire, qui était travaillée dès avant la Réforme par des courants contestataires tels que le mouvement conciliaire ou la pensée de Guillaume d'Ockham.

AUTEURS

PHILIPPE SÉGUR

Professeur de droit public, Université de Perpignan Via Domitia, Centre du droit économique et du développement (CDED)